Mots. Les langages du politique

137 | 2025
L'adresse en politique. Appartenances et oppositions

Pourquoi le FMI déteste la démocratie. Analyser le discours institutionnel en Europe semi-périphérique

Why the IMF hates democracy. Analysing institutional discourse in semi-peripheral Europe

Por qué el FMI odia la democracia. Análisis del discurso institucional en la Europa semiperiférica

Ariane Gemander

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/mots/35292
DOI : 10.4000/13pd2
ISSN : 1960-6001

Éditeur
ENS Éditions

Édition imprimée
Date de publication : 1 avril 2025
Pagination : 97-116
ISSN : 0243-6450

Distribution électronique Cairn

Référence électronique
Ariane Gemander, « Pourquoi le FMI déteste la démocratie. Analyser le discours institutionnel en Europe semi-périphérique », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 137 | 2025, mis en ligne le 01 janvier 2028, consulté le 08 avril 2025. URL : http://journals.openedition.org/mots/35292 ; DOI : https://doi.org/10.4000/13pd2

Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Pourquoi le FMI déteste la démocratie. Analyser le discours institutionnel en Europe semi-périphérique

Ariane Gemander
Université libre de Bruxelles

Résumé : Cet article analyse le discours du Fonds monétaire international (FMI) lors de ses interventions dans la Bulgarie en transition entre 1991 et 2008, puis en Grèce au moment de la crise de la zone euro entre 2009 et 2019. À partir d'une analyse lexicométrique de discours et de données issues d'entretiens, il identifie les deux registres lexicaux clés qui dessinent l'imaginaire du FMI quant aux relations entre sphère politique et sphère économique dans deux contextes européens d'incertitude radicale et qui prend la forme d'une « haine de la démocratie ».

Mots-clés : FMI, dépolitisation, néolibéralisation, crise, semi-périphérie

Why the IMF hates democracy. Analysing institutional discourse in semi-peripheral Europe
This article analyses the discourse of International Monetary Fund (IMF) when it applied adjustment programs in Bulgaria during the country's transition between 1991 and 2008 and Greece during the eurozone crisis between 2009 and 2019. Based on a lexicometric analysis of discourse and interview data, the article identifies two key lexical frames that shape the IMF's imaginary of the relationship between political and economic spheres in two European contexts of radical uncertainty, which takes the form of a 'hatred for democracy'.

Keywords: IMF, depoliticisation, neoliberalisation, crisis, semi-periphery

Por qué el FMI odia la democracia. Análisis del discurso institucional en la Europa semiperiférica
Este artículo analiza el discurso del Fondo Monetario Internacional durante su intervención en la Bulgaria de la transición entre 1991 y 2008,

y en Grecia, durante la crisis de la eurozona entre 2009 y 2019. Partiendo de un análisis lexicométrico del discurso y de los datos de las entrevistas, el artículo identifica dos registros léxicos que reflejan el imaginario del FMI sobre la relación entre las esferas política y económica en dos contextos europeos de incertidumbre radical, y que tiene la forma de un «odio a la democracia».

Palabras claves: FMI, despolitización, neoliberalización, crisis, semiperiferia

Les compromis sociaux temporairement stabilisés qui sont insérés dans les structures sociopolitiques et économiques des États contemporains sont fondés sur une forme hégémonique de croyances économiques (Lebaron, 2000) englobées dans un imaginaire social instituant, et définissent donc le sens économique. Ils sont stabilisés à la suite de transformations socio-économiques nationales profondes, en particulier dans les moments d'incertitude radicale : le discours qui les opérationnalise et les « imagine » en amont doit alors être étudié pour mettre en lumière la reconfiguration des États et de leurs fonctions légitimes dans leurs rapports au marché (Lemoine et Théret, 2017) puisque cette reconfiguration découle d'une institution imaginaire (Castoriadis, 1975). Dans l'ordre néolibéral européen, le projet de « désencastrement de l'économie » (Polanyi, 1944) vis-à-vis des affaires politiques est opéré par la différenciation puis la domination de la sphère économique sur les sphères politique et sociale. Il octroie ainsi une forme d'autonomie et d'imperméabilité aux problèmes économiques (Gayon et Lemoine, 2014) vis-à-vis de cette vie politique. Nous identifions ce processus comme un travail politique, institutionnel, symbolique et discursif qui vise à la « dépolitisation néolibérale » de l'économie européenne. Celle-ci a pour objet de renforcer cette autonomie des enjeux économiques et de les protéger ainsi du conflit politique et du débat, et ce faisant d'empêcher l'alternance des modes de gouvernement de l'économie. La dépolitisation implique dès lors une représentation sociale déconflictualisée d'un enjeu ou objet économique : le conflit est réduit et circonscrit à un débat moral, où le champ de la délibération politique et donc de la contingence est séparé d'un champ, fantasmé, de la nécessité apolitique (Hay, 2007 ; Borriello, 2017b). Cette représentation puise directement dans la croyance en une « nature propre » aux objets économiques (Polanyi, 1944). Préconisée tant par les institutions économiques et financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) que par les bureaucraties nationales au sein de l'Union européenne (UE), la dépolitisation néolibérale s'inscrit dans la continuité historique de l'imaginaire qui instaure une « haine de la démocratie » derrière laquelle « ce qui est impliqué et dénoncé, c'est la politique elle-même » (Rancière, 2005, p. 40 ; lire aussi Louis et Maertens, 2021). Dans les États européens, cette dépolitisation néolibérale se traduit dans le double phénomène de dépolitisation discursive et de dépolitisation matérielle de la gestion publique de ces économies.

Elle implique que le débat politique est déjà clos avant même d'être pensé puisqu'il est pré-orienté vers un seul objectif préfixé (Louis et Maertens, 2021). Il puise en effet dans l'impératif catégorique de la restriction monétaire et budgétaire structurelle qui anime la logique néolibérale : ce sont alors les critères de la crédibilité étatique et de la confiance des marchés qui justifient

la disqualification de l'arbitraire politique. L'action gouvernementale est dès lors jugée à partir de sa capacité à choisir les bonnes solutions aux problèmes prédéfinis. Et si les objectifs prédéfinis ne sont pas poursuivis au départ, c'est que les acteurs politiques et sociaux n'ont pas compris ou n'ont pas connaissance des mécanismes naturels de l'économie de marché (Lucbert, 2021) et de la vérité économique qu'ils traduisent (Foucault, 2004). Le discours néolibéral prend alors la forme du «discours de l'évidence» (Guilbert, 2007) en naturalisant ses présupposés et en les posant comme incontestables et incontestés (Borriello, 2017a). Les acteurs politiques doivent dès lors avoir le courage de les affronter et de les expliquer aux groupes réticents : leur exposer autant le diagnostic qui se pose que les solutions préfixées qui s'imposent (Gayon et Lemoine, 2014). Il s'agit d'expliquer des faits – de faire de la «pédagogie économique» (Lemoine et Théret, 2017, p. 20) – et non d'engager le débat politique démocratique. Dès lors, c'est l'ignorance ou l'incompréhension qui expliquent que les vérités ne fassent pas encore ou pas assez consensus, et ceux qui n'entendent pas les évidences (Guilbert, 2011) sont tout simplement des «populistes» (Rancière, 2005) – où l'usage discursif de la qualification de «populisme» engendre une séparation dichotomique de l'espace social et permet d'y attacher une représentation négative d'un phénomène dangereux et antidémocratique (Borriello, 2022). De même, en puisant dans les postulats de la *public choice theory*, l'imaginaire de la dépolitisation conçoit les responsables politiques comme des acteurs qui suivent leurs intérêts court-termistes dans la conduite des politiques économiques. Cette théorie économique postule en effet que les acteurs politiques choisissent d'appliquer des politiques dépensières et court-termistes afin de maximiser leurs chances de réélection. Faussant ainsi le fonctionnement «normal» des marchés, ils auraient tendance à engager d'importantes dépenses publiques et laisseraient ainsi filer le taux d'inflation ainsi que le déficit public, au détriment de l'efficacité des réformes préconisées (Bickerton, 2017).

Cet article étudie les formes prises par cette «haine de la démocratie», et ce qu'elles impliquent, dans le discours institutionnel du FMI face à deux situations d'incertitude radicale interprétées comme des «crises» dans les «semi-périphéries» (Ban, 2016) européennes. D'abord, lors de la transition postcommuniste des pays d'Europe centrale et orientale vers des économies de marché (avec le cas de la Bulgarie), et ensuite, lors de la crise bancaire de 2007-2008 qui a engendré une crise financière mondiale (avec le cas de la Grèce). Il contribue à la littérature qui étudie l'évolution et l'adaptation (ou la non-adaptation) du discours néolibéral du FMI au fil de ses interventions dans divers espaces géographiques et économiques (Kentikelenis *et al.*, 2016), en explorant les formes qu'il prend dans l'espace européen semi-périphérique sous l'angle spécifique de la dépolitisation néolibérale. L'hypothèse centrale que nous défendons est que cet imaginaire se retrouve largement dans le discours du FMI lorsqu'il intervient dans ces deux contextes, et qu'il prend la forme de deux registres principaux. D'une part, il disqualifie le dissensus politique sur la trajectoire économique nationale en lui attribuant l'échec de ses propres programmes de réformes, et, d'autre part, et dès lors, il conçoit l'activité politique démocratique comme un risque et un obstacle pour la bonne application de ces programmes et la bonne gestion économique. Après avoir présenté la

méthodologie d'analyse et le corpus de textes, l'analyse empirique sera structurée autour de ces deux registres afin d'en explorer les ramifications dans le discours institutionnel.

Méthodologie et corpus

Le discours institutionnel produit par le FMI est la forme prise par l'imaginaire politico-économique qui sous-tend son intervention dans les États, en même temps que le lieu de sa formation. L'intensité et la régularité de la production textuelle d'une organisation internationale participent directement de son existence, de sa production en tant qu'institution et de son autolégitimation : elle est le produit autant que la condition de son identité organisationnelle (Maingueneau, 2002; Krieg-Planque, 2012). Ces productions soutiennent une forme d'entente et de convergence des représentations au sein de l'organisation à travers l'institution d'un langage homogénéisé qui est mis en circulation, répété, reformulé et reproduit dans une multitude de genres discursifs et de contextes d'énonciation ainsi que par divers locuteurs institutionnels. Considéré comme non politique car non partisan, le discours de l'organisation internationale exprime alors ce qui est pensé comme le mode «normal» de gouvernement – technocratique – des affaires économiques (Gobin et Deroubaix, 2010).

Nous avons procédé à une analyse lexicométrique, à l'aide du logiciel TXM, du discours institutionnel du FMI lors de son intervention, par des prêts conditionnalisés, en Bulgarie et en Grèce. Nous avons d'abord identifié les formes[1] et les racines lexicales principales que le Fonds mobilise lorsqu'il fait référence au domaine de l'activité politique, et à partir de la littérature qui a étudié l'évolution de son discours. Nous avons alors mené une analyse de leur environnement lexical par le recours simultané à l'outil des cooccurrences[2] et à l'outil des concordances[3], à partir desquels nous avons sélectionné les extraits qui cristallisent la caractérisation, par l'institution, du domaine de l'activité politique et/ou sa délimitation vis-à-vis de l'économie.

L'étude des variations permet alors de mieux «saisir l'invariant» qui unit des cas particuliers (Bourdieu, 2012) et de le démontrer : nous partons du postulat que le discours de la dépolitisation qui se déploie face aux deux situations traduit le même imaginaire et partage le même objectif politique de réduction de l'étendue des configurations possibles de gouvernement de l'économie (Crouch et Streeck, 1996), bien qu'il soit en même temps adapté aux conditions nationales bien spécifiques dans lesquelles il s'insère.

---

1. Les formes (graphiques) sont les «occurrences identiques dans un corpus de textes [...] composées strictement des mêmes caractères» (Lebart et Salem, 1994, p. 313). Elles constituent l'ensemble du vocabulaire du corpus.
2. L'outil des cooccurrences permet d'explorer le réseau lexical proche d'une forme, c'est-à-dire les autres formes qui apparaissent régulièrement dans son environnement immédiat ou proche, à partir d'un calcul de la probabilité d'un tel degré de cofréquence.
3. L'outil des concordances permet d'explorer l'environnement lexical immédiat de la forme pivot, c'est-à-dire les formes qui le précèdent ou qui le suivent directement dans le corpus.

Nous mobilisons un corpus de 233 textes qui représentent l'intégralité des productions textuelles par le FMI[4] à propos de son intervention en Bulgarie entre octobre 1990 – lors de la première intervention discursive du Fonds sur la Bulgarie – et avril 2008 – à la veille du «moment discursif» (Charaudeau et Maingueneau, 2002, p. 389) de la crise financière mondiale – (61 textes), puis en Grèce entre juillet 2009 – au commencement des discussions quant aux effets de la crise bancaire de 2007-2008 sur la Grèce – et novembre 2019 – à la veille de la crise internationale du Covid-19 (172 textes)[5]. Ils ont tous été récoltés sur les pages internet du FMI dédiées aux pays concernés. L'hétérogénéité du genre discursif de ces productions permet d'appréhender les régularités lexicales et argumentatives qui soutiennent un discours institutionnel relativement cohérent, qui émerge depuis et transcende les dissensions internes. Cette analyse lexicométrique est complétée par des données issues d'entretiens menés en 2021 avec des acteurs du FMI, des institutions européennes et des bureaucraties nationales ayant participé aux négociations qui ont mené aux programmes d'ajustement[6]. Il s'agit alors de repérer si, et de quelle manière, la parole des interviewés reproduit et fait circuler le discours institutionnel dépolitisant, afin de soutenir et de préciser l'interprétation des résultats lexicométriques.

Le FMI déteste la politique

Dans le discours du FMI, les registres lexicaux qui entourent la représentation des acteurs politiques nationaux et de la politique (l'activité politique démocratique, en particulier les procédures électorales, leurs résultats, et les propositions de programme ou de vision politique en fonction d'une orientation partisane et idéologique) dessinent sa conception du rôle de l'État européen et de sa relation vis-à-vis de la sphère économique.

En Grèce, de fortes oppositions aux programmes d'ajustement imposés par la Troïka[7], tant dans le champ de la protestation sociale que dans celui du pouvoir politique, ponctuent la gestion de la crise et influent en partie sur l'évolution des programmes, de leurs contenus et des négociations. En revanche, dans la Bulgarie en transition, le conflit politique dans le champ partisan est bien moindre – et même marginal après 1997 – quant à la direction globale

4. Nous appréhendons les discours énoncés par le FMI comme le reflet du compromis politique qui résulte des débats et divisions internes qui animent la production organisationnelle et qui est produit de manière à effacer la conflictualité interne tout en gérant la conflictualité politique externe.
5. Ce corpus contient 315 429 mots et 8 974 formes graphiques. Il est constitué des conférences de presse, des communiqués de presse, des discours, des *news articles*, des *chairman's summing up* issus des discussions au Conseil d'administration du Fonds, de déclarations, de conférences, de *public information notices*, d'interviews données à des médias. Ces textes sont énoncés alternativement par un représentant du Fonds, par un service du FMI ou par le FMI de manière générale. Il contient également des déclarations émises conjointement par le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne dans le cas de l'intervention en Grèce.
6. Dans cet article, les citations en anglais issues du corpus ou des entretiens ont été traduites en français.
7. Composée du FMI, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, elle est une entité informelle et sans fondement juridique instituée pour répondre à la crise grecque dès 2009.

à donner au régime socio-économique national de la transition. Cette différence se reflète discursivement avec la répartition de la racine lexicale *politic** (voir tableau 1), mobilisée 258 fois tout au long du corpus, et qui apparait trois fois plus souvent dans le contexte de la crise grecque que dans le contexte de la transition bulgare (respectivement 0,93 apparition pour 1000 formes contre 0,37 apparition pour 1000 formes). Cette racine lexicale se décline en grande majorité dans l'adjectif *political* (219 occurrences) : l'idée de la politique est donc surtout pensée pour caractériser quelque chose – une activité, un acte, un acteur, un comportement ou une attitude sont qualifiés de « politique ». Les quelques autres déclinaisons de cette racine se partagent entre *politically* (17 occurrences, qui impliquent le même usage qualificatif d'une action), *politics* (11), *politicians* (5), *politic* (3), *political-economy* (1), *politicize* (1), *politicized* (1). Si l'on se penche sur les cooccurrents de cette famille lexicale, la quasi-totalité de ceux-ci dessine, de manière assez nette, l'imaginaire de la dépolitisation. Celui-ci se décline dans deux registres interdépendants qui traversent l'ensemble du discours institutionnel. Premièrement, le discours disqualifie les divergences politiques et partisanes grecques au sujet de la trajectoire économique à adopter. L'impératif d'un large consensus pour assurer le succès des programmes implique de dépasser le débat politique national et d'expliquer les enjeux des programmes aux acteurs nationaux afin de les inclure dans le consensus. Deuxièmement, et dès lors, l'activité politique fondamentalement conflictuelle est désignée comme un obstacle au succès des programmes et à la sortie de crise : elle doit donc être dépassée.

Tableau 1 Cooccurrents de *politic**

Cooccurrents	Fréquence	Cofréquence	Indice de cooccurrence
support	562	45	23
broad	73	20	21
parties	20	9	12
difficult	183	15	8
lack	58	9	7
socially	29	7	7
turmoil	18	6	7
body	5	4	7
interests	35	7	7
commitment	156	12	6
index	6	4	6
social	155	11	5
consensus	19	5	5
instability	9	4	5
obstacles	12	4	5
inside	25	5	5
vested	28	5	4
eroded	5	3	4
severely	14	4	4
uncertainty	57	6	4
challenging	18	4	4
greek	396	15	4

crisis	448	16	4
resolve	38	5	4
backing	8	3	4
domestic	125	8	4
inadequate	2	2	3
skillful	2	2	3
sustaining	11	3	3
require	78	6	3
tensions	30	4	3
blocked	3	2	3
export-driven	3	2	3
protracted	3	2	3
stalemate	3	2	3
among	60	5	3
risk	170	8	3
protect	36	4	3
compromises	4	2	3
interference	4	2	3
mobilize	4	2	3
realignment	4	2	3
recurrent	4	2	3
political	219	9	3
crises	39	4	3

L'impératif du consensus

D'abord, un ensemble de formes gravitent autour de la représentation déconflictualisée de l'économie et de sa gestion. Ce premier registre se décline notamment dans la désignation de la volonté politique nationale comme facteur principal de la réussite de la gestion de crise. Les cooccurrents *support*, *broad*, *commitment*, *consensus*, *resolve*, *backing*, *sustaining*, *among*, *parties*, *body*, *mobilize*, *lack* et *realignment* s'insèrent tous dans une disqualification *a priori* du conflit politique sur des enjeux supérieurs (Rioufreyt, 2017) qui dépassent la vie démocratique et évoluent nécessairement en dehors du débat politique, en particulier en Grèce – la forme-adjectif *political* figure d'ailleurs parmi les spécificités lexicales du sous-corpus grec où elle apparait 198 fois sur ses 219 occurrences dans tout le corpus.

Ce réseau lexical fait directement écho au discours de l'*ownership*[8], qui émerge et se déploie à partir des années 1990 dans la pratique discursive du FMI vis-à-vis des États du sud. Ce discours va être redéployé dans les deux contextes d'intervention en Europe. Les formes *ownership* et *commitment* sont mobilisées respectivement 10 et 47 fois en Bulgarie et 25 et 109 fois en Grèce, ce qui signifie que la fréquence relative d'apparition en Bulgarie (respectivement

8. Ce concept, dans le discours du FMI, contient l'idée de la nécessité, pour la réussite des programmes, de leur appropriation et d'une volonté politique claire à les mettre en œuvre de la part des autorités nationales. Il implique d'attribuer l'échec des réformes d'ajustement à une trop faible volonté politique, à l'absence de consensus national ou encore à une mauvaise compréhension des enjeux de la part des acteurs politiques nationaux (Park et Vetterlein, 2010).

15 et 74 apparitions pour 100 000 formes) est bien plus importante qu'en Grèce (respectivement 9 et 43 apparitions pour 100 000 formes). La moitié des occurrences d'*ownership* renvoient, en Grèce comme en Bulgarie (à partir des années 2000), à cette conception de la nécessité de l'appropriation des réformes par les États dans le discours du FMI. En Bulgarie, ce discours insiste sur l'idée que « une forte appropriation par le pays dès le départ est essentielle pour la réussite des programmes soutenus par le Fonds » (IMF, 2004) ; treize and plus tard en Grèce, il réitère cette idée : « L'appropriation nationale est essentielle à la réussite des réformes » (Thomsen, 2017).

Mais c'est la forme *commitment* qui inscrit le plus largement l'idée de l'appropriation des programmes par les États : la quasi-totalité de ses utilisations pour la Bulgarie, dès 1997, est largement figée dans le segment répété[9] *authorities's commitment*, tandis qu'en Grèce, il est davantage fait référence, lorsqu'il ne s'agit pas des engagements des autres États membres de l'UE ou des engagements du FMI lui-même, au *Greece's*, au *political*, aux *political parties*, au *collective*, au *national*, au *people* ou au *government commitment*. En Grèce, et face à la contestation sociale qui rejette très tôt la gestion de la crise qui est faite par la Troïka, le Fonds insiste dès le début de son intervention sur la nécessité d'un engagement beaucoup plus large que celui des seules autorités politiques auquel il réfère en Bulgarie : le consensus doit non seulement y unir tous les partis politiques mais également tous les groupes sociaux, comme l'explique très vite son directeur général : « Le succès du programme de redressement de la Grèce dépendra avant tout de l'engagement de son gouvernement et de son peuple » (Strauss-Kahn, 2010b).

À partir d'une telle problématisation, les échecs économiques des programmes en Grèce – les prévisions économiques ne se réalisent pas malgré la mise en œuvre des réformes qui sont présentées comme les conditions de ces réalisations – sont dus à la trop faible volonté des décideurs politiques nationaux, aux incapacités institutionnelles nationales, ou encore au manque de fiabilité des données fournies par les gouvernements, dès lors que la science économique mobilisée pour calculer ces prévisions, puisqu'elle est science, ne peut pas, par définition, mener à des postulats erronés si les acteurs politiques se comportent comme ils le doivent :

> Peut-être que l'échec du programme initial, qui n'a pas permis de relancer le PIB, est avant tout le reflet de ce manque de soutien général. Il est donc très important, maintenant que la révision supplémentaire a été approuvée par le nouveau gouvernement et par les trois partenaires qui soutiennent ce gouvernement, et nous espérons que cela contribuera à renforcer le programme et à renforcer la capacité à mettre en œuvre les réformes, et que cela signalera aux intérêts particuliers que ce programme bénéficie d'un large soutien politique. (Thomsen, 2011)

Le Fonds a alors tendance à réduire les phénomènes économiques qu'il ne peut expliquer ou qu'il ne peut justifier à des causalités purement politiques lorsqu'ils contredisent ses prévisions voire signifient l'échec de ses programmes.

9. Les segments répétés sont les ensembles de formes qui sont contenues dans des expressions figées et qui s'apparentent à des formules (Krieg-Planque, 2012).

Ainsi, en Bulgarie, après plusieurs programmes d'ajustement débutés en 1991, un lien direct est établi entre la démission du Premier ministre à la fin de l'année 1996 et l'hyperinflation de 1996-1997 : « Les progrès ont été interrompus par la démission du gouvernement en décembre, ce qui a provoqué une impasse politique et une nouvelle détérioration de la situation économique » (IMF, 1997).

Ce discours est plus prégnant face à la Grèce en 2019, lorsque le pays n'est plus considéré comme en état de crise, que les prêts conditionnalisés ont pris fin :

> La cause profonde de cette crise est plus profonde et ne peut s'expliquer simplement par une sous-estimation des multiplicateurs. Contrairement à d'autres pays touchés par la crise, le programme n'a pas bénéficié d'un large soutien politique dès le départ. [...] Il n'est donc pas surprenant qu'il y ait eu une contraction continue et profonde du PIB. Il est intéressant de faire une comparaison avec le programme de 2011 avec le Portugal, qui était structuré selon des principes similaires à ceux du programme grec, avec des multiplicateurs largement identiques, bien qu'il y ait eu des différences évidentes dans la conception. Lors de la négociation du programme portugais avec le gouvernement en place, nous avons eu – à sa connaissance – des discussions parallèles avec le principal parti d'opposition, et le programme a été approuvé avec un large soutien politique. Lorsque le gouvernement a changé quelques mois plus tard, la mise en œuvre s'est poursuivie sans heurts. Le large soutien politique dont a bénéficié le programme portugais [...] est la principale raison pour laquelle il s'est beaucoup mieux comporté que le programme grec. Fondamentalement, la crise grecque était autant, sinon plus, une crise politique qu'une crise économique. (Thomsen, 2019)

Dans ce discours, les résultats économiques sont dus à des facteurs politiques, à savoir au découragement politique résultant des erreurs mathématiques commises (et non aux erreurs elles-mêmes) ou encore à la fragmentation politique nationale et à l'absence de consensus interpartisan sur les programmes. Il s'agit alors de s'assurer de l'engagement de l'entièreté d'un pays, et pas seulement de son gouvernement en place, à accepter que les réformes en question s'imposent à lui, ce qui implique d'effacer les conflictualités politiques et sociales qui animent la vie démocratique nationale ou, à tout le moins, de les déplacer pour les isoler de la gestion de crise. Quels que soient les résultats électoraux et les alternances politiques, la conduite de la politique économique doit rester conforme à ce que l'organisation préconise : le directeur général Dominique Strauss-Kahn affirme ainsi après avoir rencontré des représentants de l'opposition en Grèce :

> Je pense que nous sommes tombés d'accord sur le fait que la Grèce se trouve à un moment décisif de son histoire et que le pays ne pourra réussir que si les changements nécessaires bénéficient du soutien le plus large possible. (Strauss-Kahn, 2010a)

L'organisation s'assure, ce faisant, de « l'engagement des principaux partis politiques grecs à l'égard des objectifs et des politiques du programme » (Lagarde, 2012) qui garantit la continuité des programmes d'ajustement. Les équipes du FMI qui traitent de la Grèce se félicitent ainsi du fait que les deux principaux partis politiques grecs « nous assurent que même après les élections, ils continueront à mener des politiques cohérentes avec les objectifs et

les politiques fondamentaux du programme» (Thomsen et Flanagan, 2012). Il s'agit de s'assurer d'un accord total sur la politique économique à mener en Grèce, du «large soutien politique» (Thomsen, 2011) pour les programmes et les réformes et ainsi d'un «consensus parmi les partis politiques» (Strauss-Kahn, 2010a) qui doivent s'inscrire dans «l'esprit du consensus politique» (*ibid.*). Dans cet argument, qui circule largement au sein du corpus, la diversité politique démocratique doit donc être neutralisée dans le champ de la politique économique – elle ne peut persister qu'à l'extérieur et autour de ce noyau apolitique immuable. Cette neutralisation du débat politique-partisan et du principe même de l'opposition démocratique et du choix, matérialisé dans le processus électoral, de l'orientation à donner à l'ordre économique national, est explicitement préconisée par le FMI : «Pour réussir, le programme nécessitera un engagement national dépassant les clivages politiques» (Strauss-Kahn et Rehn, 2010). C'est l'essence même de la démocratie qui est disqualifiée au nom de la nécessité économique. Le chef de mission du FMI pour la Grèce, Poul Thomsen, revendique cet objectif politique lorsqu'il salue une amélioration de la confiance des marchés financiers grâce à «la force d'une limitation durable des politiques et d'un large soutien politique au programme» (Thomsen, 2013f).

En entretien, l'un des économistes du FMI impliqué dans l'intervention en Grèce applique également cet objectif de consensus à la société civile grecque :

> La société grecque, qui a dû passer par ce processus, n'était pas préparée ; on ne lui a pas expliqué ce qui se passait. L'aspect communication était très important. Les gens n'avaient pas, ils n'avaient pas de récit, d'histoire, vous savez. [...] Je pense que maintenant [après les programmes], les citoyens [...] comprennent mieux le fonctionnement de l'économie. [...] Je pense que la mauvaise expérience de la crise précédente a en quelque sorte éduqué la population sur la manière de gérer les crises. (Entretien n° 3)

Afin d'aider à la formation du consensus, les experts détenteurs des compétences et des savoirs nécessaires à la compréhension de la complexité de la situation doivent avoir pour tâche d'expliquer aux non-sachants cette vérité complexe. La nécessité d'une explication factuelle par une institution experte s'applique donc autant aux citoyens qu'aux acteurs politiques. Cette nécessité du consensus qui englobe autant le champ politique que l'opinion publique quant à la politique économique à mener se trouvait déjà dans le discours du FMI pour la Bulgarie – bien que de manière moins prégnante, et face au relatif consensus interpartisan existant de facto dans ce pays –, où il

> a encouragé les autorités à tirer avantage du fort soutien de l'opinion publique à l'égard de l'adhésion à l'UE pour dégager le consensus politique nécessaire aux réformes, indispensables pour stimuler la productivité et attirer les investissements. (IMF, 2003)

Un «large soutien» de la part de l'opinion publique bulgare est donc exigé par le FMI pour le succès du programme (Gulde, 1999). Dans un contexte post-1989 d'incertitude radicale et d'ouverture d'un espace d'opportunité pour une trajectoire économique nationale potentiellement alternative, le Fonds met ainsi régulièrement les autorités bulgares en garde contre une déviation, voire une contestation, vis-à-vis de la trajectoire nationale prédessinée.

In fine, si l'avenir du pays dépend de la volonté et de l'appropriation des programmes dont font preuve les décideurs nationaux, il ne s'agit toutefois

pas pour l'organisation internationale de leur reconnaitre une *agency* au-delà du simple choix dichotomique qui leur est laissé entre deux actions politiques possibles : choisir d'appliquer les programmes d'ajustement ou choisir de ne pas les appliquer. C'est ainsi qu'un membre du FMI présente cette inévitabilité de la trajectoire néolibérale aux États comme la Grèce, à l'aide d'une métaphore sur la maladie qui personnifie et conceptualise la situation économique grecque et le rôle du FMI dans cette situation :

> C'est comme si vous alliez voir un médecin qui vous regarderait et vous dirait : « Ok, vous avez besoin de perdre 4,5 kilos », pour être là où vous voulez être. Et de dire : « Ok, élaborons un plan ensemble ». L'autre façon est de discuter et de dire : « Écoutez, vous allez mourir si vous ne perdez pas 10 kilos ». C'est ça, c'est l'objectif. Ensuite, il faut revenir en arrière et dire : « C'est impossible ». Comme si vous ne pouviez pas le faire. Mais vous devez le faire. (Entretien n° 4)

Il est alors question de vie ou de mort pour un État qui fait face aux prescriptions de réformes d'ajustement. Dans la même perspective, un autre membre de l'équipe du FMI impliqué dans les négociations en Grèce distingue les phases de « déni », de « colère » puis de « dépression » qui touchent un patient atteint d'une grave maladie pour les appliquer à l'État grec (Entretien n° 3) : ce sont les états qui traversent l'État-patient face à une dure réalité, qu'il refuse d'accepter : « "Je ne suis pas, ce n'est pas possible que je sois si malade". Vous savez, ce type de réaction humaine » (Entretien n° 3). Mais face au diagnostic, il refuse tout de même de prendre son « traitement » préconisé par le Fonds – et il s'agit bien pour lui du seul choix dichotomique entre l'application des prescriptions ou leur non-application : « Les gouvernements ne se sont pas approprié les politiques recommandées par les médecins » (Entretien n° 3). La métaphore de la maladie permet alors au FMI de poser son diagnostic et d'effacer les possibilités de « traitements » alternatifs (Borriello, 2017b).

C'est alors la fameuse injonction néolibérale « *There is no alternative* » (Borriello, 2017b), se renouvellant au fil des crises du capitalisme néolibéral, qui est clairement déployée dans le discours du FMI face aux deux contextes de crise en Europe. Les 15 usages des formes *alternative(s)* dans notre corpus s'inscrivent toutes dans l'idée qu'il n'y a pas ou peu d'alternative (*no alternative*, *limited alternative*, *little alternative*) à la trajectoire entamée par la Bulgarie en 1990, et en particulier aux mesures de stabilisation, de réformes structurelles et de consolidation budgétaire. Dans les termes d'un économiste bulgare qui a œuvré aux politiques de la transition en coopération avec les institutions internationales, « la transition était incontournable. On ne pouvait pas changer le cours de l'histoire » (Entretien n° 1).

À partir de là, dans une dynamique de naturalisation-dépolitisation du fonctionnement de l'économie, la forme *inevitable* vient caractériser la situation récessionniste et inflationniste durant les premières années de la transition bulgare pour ensuite confirmer la nécessité de la radicalité de la consolidation budgétaire :

> Il existe un risque de recrudescence de l'inflation. En effet, une première hausse corrective de certains prix est probablement inévitable – comme vous l'avez vu récemment en Bulgarie. Dans ces circonstances, il est important de maintenir une discipline financière afin d'éviter que

> les premières hausses de prix ne déclenchent une spirale salaires-prix qui pourrait dégénérer en hyperinflation. (Camdessus, 1990)

Dans cet extrait, cette forme caractérise pour naturaliser en même temps le problème et la solution. En miroir, c'est la forme *unavoidable* qui vient qualifier cette fois le problème autant que la solution que le Fonds identifie en Grèce : la situation récessionniste grecque au début de la crise (Traa, 2011b), puis la disciplinarisation budgétaire (Everaert et Husain, 2011).

L'activité politique comme obstacle

C'est dans cette réduction de l'espace de pensée des possibilités politiques que s'inscrit la deuxième dynamique discursive autour de la racine lexicale *politic**, directement liée à celle du consensus politique. Les cooccurrents qui dessinent cet imaginaire tracent la problématisation qui pose l'activité politique nationale (*domestic*) comme un frein (*blocked*, *stalemate*, *risk*, *protect*, *interference*, *inadequate*, *eroded*, *severely*, *obstacles*, *index*) à un objectif économique valorisé ou à la bonne politique économique à mettre en œuvre. L'activité politique y est d'abord rattachée à des intérêts particuliers (*interests*, *vested*) ; et elle a dès lors des conséquences hautement indésirables et à tout le moins négativement connotées (*instability*, *uncertainty*, *turmoil*, *recurrent*, *tensions*, *crises*, *crisis*). Dans cette dynamique, le lexique de l'activité politique est donc fortement associé à l'instabilité, à l'empêchement (*political gridlock*), à la tension et au comportement égoïste, tout en étant dissocié des valeurs universalisées de la stabilité, de l'apaisement et de la recherche du bien commun. Ce registre est donc directement interdépendant du registre appelant au consensus total sur la politique économique à mener, puisque l'absence de consensus forme une cause en même temps qu'une déclinaison de ces problèmes engendrés par l'activité politique. C'est en effet à partir de ce diagnostic que le Fonds explique qu'en Grèce,

> depuis le début, le programme est riche en réformes structurelles visant à augmenter la production et à rétablir l'emploi. Toutefois, les progrès ont été inégaux dans ce domaine, en partie parce que les troubles politiques et le manque de soutien général en 2011-2012 ont freiné les progrès. (Thomsen, 2014)

Le débat politique national est alors réduit à d'indésirables « luttes intestines » qui, à côté d'un soutien politique trop « hésitant » au programme, ont formé des « vents contraires violents » ayant aggravé l'incertitude politico-économique, comme le montre cet extrait :

> Malheureusement, la tâche de poursuivre [la mise en œuvre des réformes] a été rendue plus difficile par des vents contraires provenant d'un environnement politique intérieur et extérieur qui s'est détérioré : [...] le soutien politique vacillant pour le programme et les luttes intestines, combinés aux messages contradictoires des partenaires de la zone euro, ont accru l'incertitude. (Traa, 2011b)

Les aléas qui ponctuent la vie politique grecque entre 2011 et 2012 sont ainsi cadrés comme une « intensification de la crise politique [qui] a gravement érodé la confiance et contribué à un resserrement du crédit beaucoup plus

profond que prévu» (IMF, 2013b). De fait, la vie politico-électorale nationale, et notamment les changements successifs de gouvernements entre 2009 et 2012, inquiète le Fonds puisque ces événements démocratiques – élections fortement disputées, annonce d'un référendum finalement abandonné, démission du Premier ministre socialiste en 2011, gouvernement transitoire, élections anticipées, difficultés à former des coalitions gouvernementales – constituent des «périodes de troubles politiques» (*bouts of political turmoil*) (IMF, 2013a) qui contrarient la garantie d'un soutien politique immuable aux programmes :

> La stabilité politique est un élément essentiel de la relance économique. Les crises politiques survenues depuis 2010 ont gravement entamé la confiance des investisseurs [...] tout en retardant les réformes nécessaires et urgentes. [...] La Grèce a besoin d'une plus grande stabilité à l'avenir. (Thomsen, 2013e)

Les moments démocratiques nationaux sont donc, dans le discours institutionnel, synonymes d'instabilité qui nuit par définition à l'ajustement. Dans cette perspective, l'alternance politique trop rapide forme un frein à la mise en place des réformes : «La Grèce est en proie à une sorte de turbulence politique permanente depuis le début de l'année 2011, ce qui n'a clairement pas été compatible avec la mise en œuvre des réformes» (Thomsen, 2013c). La conflictualité démocratique interne est par conséquent pointée du doigt comme une erreur de jugement face à la vérité économique portée par les solutions de la Troïka et un risque pour l'économie nationale : «Les tensions sociales et politiques accrues menacent de saper le soutien de l'opinion publique aux réformes mêmes qui sont censées remettre les économies sur les rails» (Shafik, 2012). Dans ce cadre, les positions politiques qui rejettent ou souhaitent atténuer le programme de privatisations prévu par la Troïka sont considérées comme des «obstacles politiques» (IMF, 2013b) : selon P. Thomsen, c'est bien pour contrecarrer ces obstacles qu'une agence indépendante pour la privatisation est créée en 2011, tandis que c'est la même logique qui est appliquée à l'indépendantisation de l'administration fiscale qu'il s'agit de protéger (*protect*) de «l'influence politique» (IMF, 2013b) ou de la «pression politique» (Thomsen, 2013f). Le «calendrier politique national» est listé par le FMI parmi les facteurs défavorables à la croissance (IMF, 2018) : les élections nationales sont donc cadrées comme des risques. Les économistes du FMI élaborent même, dans un rapport qui suit ses consultations menées avec la zone euro en 2013, un graphique qui établit une corrélation mathématique positive entre le niveau de «risque politique» dans un pays et son taux de chômage (Pradhan et Koeva-Brooks, 2013). Pour le chef de mission en Grèce, «la croissance a commencé à décevoir parallèlement à l'incertitude et à l'instabilité politiques croissantes» (Thomsen, 2013a) : les aléas politico-démocratiques sont ici pensés comme des risques pour l'économie nationale puisqu'ils sont par essence sources d'instabilité.

Sur ce point, la racine lexicale *election** (qui se décline en *elections*, *election* et *election-related*) n'est présente que 32 fois tout au long du corpus et apparait deux fois plus souvent dans le sous-corpus bulgare (1,7 occurrence pour 10 000 formes) que dans le sous-corpus grec (0,8 occurrence pour 10 000 formes) : dans le contexte extrêmement conflictuel de la situation grecque, le FMI est beaucoup plus prudent, discursivement, lorsqu'il s'agit de sa conception des élections nationales et de leurs implications. Les élections

en Bulgarie font donc comparativement davantage l'objet de l'attention du FMI. L'usage qui est fait de ces formes renvoie à l'idée que les réformes d'ajustement doivent être maintenues en dépit des élections : par conséquent, les alternatives politiques issues des processus électoraux ne sont pas envisageables :

> Compte tenu de l'excédent de recettes enregistré jusqu'à présent en 2004, [les directeurs] ont exhorté les autorités à préserver cet excédent au moins jusqu'à ce que l'équilibre budgétaire soit assuré, et à résister aux pressions visant à accroître les dépenses à l'approche des élections de l'année prochaine. (IMF, 2004)

Le FMI appelle ainsi à ne plus dévier de la trajectoire bulgare désormais largement verrouillée à partir d'une problématisation inspirée de la *public choice theory* qui postule des comportements court-termistes et électoralistes inhérents aux acteurs politiques :

> La discipline macroéconomique devra être maintenue jusqu'aux élections de l'année prochaine et au-delà. Il convient de féliciter le ministère des finances d'avoir fixé des limites strictes aux dépenses et de les avoir contrôlées [...]. (Fischer, 2000)

La restriction budgétaire fonctionne alors comme un impératif supérieur qui doit être imperméable aux alternances politiques bulgares. À partir de là, les mesures qui dévient de la trajectoire néolibérale constituent un comportement électoraliste et un « dérapage » vis-à-vis de la bonne trajectoire budgétaire et économique à suivre :

> Les directeurs s'attendent à ce que les résultats économiques continuent de s'améliorer en 2001, à condition qu'il n'y ait pas de dérapage politique à l'approche des élections générales du milieu de l'année [...]. Les élections à venir ne devraient pas compromettre la dynamique du programme de réformes structurelles. (IMF, 2001)

Plus encore, de telles mesures sont directement associées à un comportement populiste par le premier directeur général adjoint Stanley Fischer qui mobilise l'exemple de l'hyperinflation de 1996-1997 :

> L'expérience de la Bulgarie en 1996 et 1997 montre à quel point la réforme peut facilement déraper. Il s'agit là d'une leçon malheureuse de la politique économique en général, et pas seulement de la politique des économies en transition : les fruits d'années de dur labeur peuvent être perdus en peu de temps si les décideurs politiques se relâchent prématurément ou se tournent vers des politiques populistes. L'expérience de la Bulgarie montre à quel point les conséquences économiques et sociales peuvent être désastreuses. J'espère sincèrement que la même erreur ne sera pas commise à nouveau. (Fischer, 2000)

Ce diagnostic signifie que l'entièreté de la situation économique et sociale bulgare de 1997 (hyperinflation, récession, faillites bancaires, etc.) est directement attribuée à une déviation temporaire vis-à-vis des programmes d'ajustement. Cette qualification d'un comportement politique comme populiste est très rare dans le discours du Fonds : la forme *populist* n'apparait que deux fois dans l'entièreté du corpus, une fois dans chaque gestion de crise. De fait, l'association du populisme à la conflictualité qui anime les champs politiques nationaux freine son utilisation par l'organisation, qui s'autoconstruit comme une entité qui transcende ces débats et donc ces discours. L'usage qui en est fait

est toutefois significatif : à partir d'une logique discursive de dichotomisation du monde social (Laclau, 2005), le recours à cette qualification implique de diaboliser et d'attacher des représentations sociales négativement connotées – et en particulier l'idée d'une pratique politique émotionnelle et irrationnelle – aux mesures caractérisées ainsi (Borriello, 2022). En 2019, ce sont les opinions politiques qui critiquent le fonctionnement de l'UE qui sont d'emblée disqualifiées de par leur attribut « populiste », tout en étant englobées dans une catégorie unique, sans distinction parmi les nuances et divergences d'opinions et de programmes politiques qui critiquent l'intégration régionale ou certaines de ses facettes. Ces « mouvements », indistincts, nébuleux, sont classés par la directrice générale Christine Lagarde dans le domaine des « challenges » auxquels l'UE doit faire face, et tels qu'ils sont identifiés par le Fonds : « Au cours des dernières années, les mouvements populistes ont remis en question la valeur fondamentale de l'intégration » (Lagarde, 2019).

Les postulats de la *public choice theory* se retrouvent ainsi en Grèce dans le discours de la directrice adjointe et économiste Nemat Shafik à l'aide du recours à la métaphore d'un voyage long et dont la destination vaut le coup des efforts effectués sur le chemin :

> Les politiciens ont tendance à surestimer ce qu'ils peuvent réaliser à court terme et à sous-estimer l'impact qu'ils peuvent avoir à long terme. Mais des réformes structurelles bien ciblées portent réellement leurs fruits si les gouvernements parviennent à maintenir le cap et à mener à bien leur mise en œuvre. (Shafik, 2012)

Pour un autre membre du FMI, c'est cette perspective court-termiste qui figure parmi les causes majeures de la crise dans laquelle la Grèce se retrouve après avoir maintenu des niveaux de retraites « trop généreux » : « Le système de retraite, je pense qu'il n'était probablement pas viable. Et vous savez, [...] les gouvernements augmenteraient les pensions et cela les rendrait populaires, et vous savez, ils ont une perspective à court terme » (Entretien n° 5). La représentation des élections comme des situations risquées pour les finances publiques étant donné les « pressions » qu'elles exercent sur les politiques publiques, que l'on retrouvait dans le discours pour la Bulgarie, agit également dans le discours institutionnel sur la Grèce. C'est particulièrement le cas après la fin des négociations des programmes : « Il y a des risques liés aux pressions exercées par la situation d'année électorale sur les politiques, notamment en ce qui concerne l'augmentation des salaires » (IMF, 2019). Plus encore, dans les mots d'un autre économiste du Fonds, les stratégies électoralistes mènent les décideurs à manipuler les citoyens lorsqu'ils sont dans l'opposition :

> Ils sont très court-termistes dans le discours public et ils suscitent des attentes, chaque fois qu'ils étaient dans l'opposition, ils suscitaient des attentes et ils vendaient des récits comme étant des moyens faciles de s'en sortir, et les citoyens ont cru en ces récits. (Entretien n° 3)

Cet extrait montre alors que le Fonds applique cette théorie de la *public choice* à tous les partis du spectre politique qui doivent suivre la trajectoire des programmes d'ajustement une fois qu'ils arrivent aux positions de pouvoir. Durant l'intervention de la Troïka en Grèce, face au conflit politique et social que rencontrent ses conditionnalités, le discours y est bien plus prudent et s'adapte à ce contexte de larges contestations. Si les équipes du FMI ne voient

pas les élections « comme un problème », c'est uniquement parce que les deux principaux partis politiques grecs

> nous assurent que même après les élections, ils continueront à mener des politiques conformes aux objectifs fondamentaux et aux politiques du programme [...]. Il y aura des élections en Grèce et je suis sûr que les politiques seront mises en œuvre comme convenu et que nous nous assiérons avec le nouveau gouvernement. (Thomsen et Flanagan, 2012)

Dans la continuité de cette qualification de certaines politiques publiques comme des choix stratégiques à des fins personnelles et court-termistes par les acteurs politiques, le FMI évoque régulièrement les « intérêts particuliers » en Grèce – sans jamais en spécifier les sujets – qui freinent la mise en œuvre des programmes. Un trop faible soutien de la part des acteurs politiques aux réformes représente « une question très préoccupante » pour le Fonds, car il revient à « encourager les intérêts particuliers » qui freinent directement les réformes (Traa, 2011a). La politique de privatisation massive de biens publics grecs a ainsi été trop souvent bloquée par la « résistance » de ce que son chef de mission pour la Grèce qualifie d'« intérêt politique particulier » (Thomsen, 2013d). Dans ce cadre, les revendications du peuple grec qui rejette la reconfiguration de la répartition des ressources publiques qu'engendreront les programmes – les groupes bénéficiaires des services publics ou des biens publics réformés ou privatisés – sont désignées comme des stratégies de défense d'intérêts particuliers (lexicalisés sous les segments répétés *vested interests* et *entrenched interests*). Dans ce discours, ces stratégies sont donc menées contre la recherche du bien commun et elles empêchent le pays d'avancer sur le droit chemin : « Des intérêts particuliers et des engagements politiques inadéquats, par exemple, ont bloqué les efforts de réforme » (Thomsen, 2013f). Les intérêts particuliers des groupes sociaux et le manque d'engagement politique à les dépasser s'entremêlent dans la désignation des causes des problèmes :

> Bon nombre des réformes nécessaires pour transformer la Grèce en une économie dynamique et axée sur les exportations requièrent une conception habile et une détermination politique pour surmonter les intérêts enracinés. (IMF, 2010)

Le discours institutionnel cadre ainsi les réformes néolibérales comme les moyens de servir l'intérêt général tandis qu'en miroir, les résistances sociales et la défense des institutions de l'État social sont identifiées comme la défense égoïste d'intérêts de groupes professionnels ou sociaux particuliers.

*

À partir d'une analyse lexicométrique menée sur un corpus original constitué de 233 textes produits par le FMI lors de son intervention dans deux pays situés à la périphérie européenne, la Bulgarie en transition et la Grèce en contexte de « crise des dettes souveraines », cet article montre l'imaginaire à l'œuvre au sein de l'organisation internationale, celui-ci prenant la forme de ce que Jacques Rancière a nommé la « haine de la démocratie ». Dans le discours du Fonds, cet imaginaire se ramifie en deux registres clés. L'organisation invoque d'abord la nécessité du consensus qui doit unir tant le spectre politique que la société civile grecque. Le consensus sur la nécessité des réformes afin d'assurer la sortie

de la crise disqualifie ainsi toute possibilité de débat ou de critique politique. Il nécessite que les experts de l'institution expliquent les enjeux et les faits économiques aux acteurs nationaux qui ne les auraient pas suffisamment bien compris. À partir de là, le FMI cadre l'activité politique comme un obstacle à la réussite des programmes en empruntant à la théorie du *public choice* pour attribuer aux acteurs politiques nationaux un comportement intrinsèquement électoraliste et court-termiste. Dans ce cadre, les événements qui ponctuent et constituent la vie démocratique nationale au sein de deux États, potentiellement porteurs d'alternances dans la politique économique nationale, sont à la fois représentés comme des risques pour le suivi de la trajectoire économique néolibérale et à la fois contournés discursivement et politiquement par le FMI. Ce discours s'adapte alors facilement aux spécificités et aux conditions de chaque situation. Le consensus politique qui caractérise le champ politique bulgare, en particulier après 1997, d'une part, et les tensions politiques et sociales qui émaillent la gestion de la crise en Grèce, d'autre part, forment les facteurs majeurs de la variation discursive. L'analyse lexicométrique ne permet toutefois pas de saisir précisément les divergences dans la façon dont le FMI a problématisé les deux situations de crise et adapté conséquemment ses programmes conditionnalisés dans chaque cas.

L'analyse montre en revanche que, dans les deux cas étudiés, la dépolitisation néolibérale opère avec la disqualification de l'arbitraire inhérent au fonctionnement démocratique national dans la conduite des affaires économiques. L'espace de pensée des possibilités politiques concernant le choix du régime économique national s'en trouve de fait réduit. Cette tentative d'instaurer un mode postpolitique de régulation des enjeux économiques est déjà largement à l'œuvre dans le discours de la « bonne gouvernance » qui appelle à une gestion des affaires publiques à partir de l'expertise et de l'efficacité managériale. Elle ne tient néanmoins à rien d'autre qu'une illusion, celle qui, en même temps qu'elle dénie sa propre nature idéologique, cherche à neutraliser définitivement la conflictualité politique fondamentale de ces enjeux (Borriello, 2017a, p. 96-97).

Bibliographie

Entretiens

Entretien n° 1, économiste bulgare, conseiller auprès de gouvernements dans les années 1990, 15 novembre 2021.

Entretien n° 2, économiste au FMI, membre des équipes d'assistance technique en Bulgarie, 12 novembre 2021.

Entretien n° 3, économiste au FMI, membre des équipes d'assistance technique en Grèce, 4 novembre 2021.

Entretien n° 4, économiste au FMI, membre des équipes d'assistance technique en Bulgarie, 5 novembre 2021.

Entretien n° 5, économiste au FMI, membre des équipes d'assistance technique en Grèce, 18 novembre 2021.

Camdessus Michel, 1990, « Speech to a Joint session of parliamentary committees », Sofia, Bulgarie, 10 octobre.
Everaert Luc et Husain Aasim, 2011, « Conference call on the IMF's 2011 Article VI consultations with the Euro area », 19 juillet.
Fischer Stanley, 2000, « The lessons of reform – ten years on », Speech, 25 mai.
IMF, 2019, « Greece: economy improves, key reforms still needed », News article, 12 mars.
—— 2018, « IMF Executive board concludes 2018 Article IV consultation with Greece », Press release, 31 juillet.
—— 2013a, « IMF Executive board concludes 2013 Article IV consultation, completes third review of the Extended fund facility (EFF), and discusses ex post evaluation of 2010 Stand-by arrangement (SBA) with Greece », Public information notice, 5 juin.
—— 2013b, « IMF support for Greece moves ahead with €3.24 billion disbursement », News article, 18 janvier.
—— 2010, « Greek program broadly on track but structural reforms remain », News article, 23 novembre.
—— 2004, « The Acting chair's summing up, Bulgaria – 2004 Article IV consultation and ex post assessment of longer-term program engagement », Executive board meeting 04/57, 14 juin.
—— 2003, « The Acting chair's summing up, Bulgaria – Second review under the stand-by arrangement and waiver of applicability of performance criteria », Executive board meeting 03/9, 7 février.
—— 2001, « The Acting chairman's summing up at the conclusion of the 2000 Article IV consultation with Bulgaria », Executive board meeting 01/29, 23 mars.
—— 1997, « IMF approves stand-by credit and a drawing under the CCFF for Bulgaria », Press release, 11 avril.
Lagarde Christine, 2019, « A commitment to shared prosperity: the next chapter of unity in Europe », Speech at the Munich European Conference, 14 février.
—— 2012, « Statement commenting on the IMF Executive board's discussion », 15 mars.
Pradhan Mahmood et Koeva-Brooks Petya, 2013, « Conference call on the staff report of the 2013 Article IV consultation with the Euro area », 25 juillet.
Shafik Nemat, 2012, « Reviving growth in Europe », Speech at the Brussels economic forum, Bruxelles, 31 mai.
Strauss-Kahn Dominique, 2010a, « Greece's economy at a crucial crossroads », Interview in Kathimerini, 12 décembre.
—— 2010b, « IMF reaches staff-level agreement with Greece on €30 billion stand-by arrangement », Statement, 2 mai.
Strauss-Kahn Dominique et Rehn Olli, 2010, « Statement », 2 mai.
Thomsen Poul, 2019, « The IMF and the Greek crisis: myths and realities », Speech at the London School of Economics, Londres, 30 septembre.

—— 2017, « Structural reforms in the euro zone: an IMF perspective », Speech at the European Central Bank conference: Structural reforms in the euro area, 18 octobre.
—— 2014, « Interview with Ethnos », 15 juin.
—— 2013a, « Greece needs new targeted measures », Interview with Kathimerini, 24 novembre.
—— 2013b, « Conference call on Greece », 30 juillet.
—— 2013c, « Conference call on Greece Article IV consultation », 5 juin.
—— 2013d, « Speech at the 17th Economist roundtable with the government of Greece », Athènes, 15 avril.
—— 2013e, « Interview with To Vima », 27 janvier.
—— 2013f, « Interview with Ta Nea », 26 janvier.
—— 2011, « Conference call on Greece », 13 décembre.
Thomsen Poul et Flanagan Mark, 2012, « Conference call on Greece », 15 mars.
Traa Bob, 2011a, « Speech at Economist conference », Athènes, 19 septembre.
Traa Bob, 2011b, « Achieving sustainable economic reforms in Greece in 2011 and beyond », Speech, 7 juin.

Références

Ban Cornel, 2016, *Ruling Ideas: How Global Neoliberalism Goes Local*, Oxford, Oxford University Press.
Bickerton Christopher, 2017, « Nation-State to Member State: Trajectories of State Reconfiguration and Recomposition in Europe », dans D. King et P. Le Galès éd., *Reconfiguring European States in Crisis*, Oxford, Oxford University Press.
Bonnet Valérie, Marty Emmanuel et Robert Cécile, 2024, « Disqualification des conflictualités, rétrécissement du débat, invisibilisation des valeurs : la dépolitisation en discours », *Mots. Les langages du politique*, n° 134, p. 9-19.
Borriello Arthur, 2022, « Endiguer la vague. Les ressorts du discours antipopuliste dans le journal *Le Monde* (2016-2017) », *Mots. Les langages du politique*, n° 129, p. 101-123.
—— 2017a, *Abolition et permanence du politique en période d'austérité. Une analyse des discours des chefs d'exécutif italiens et espagnols durant la crise de la zone euro (2010-2013)*, thèse en sciences politiques et sociales, A. Crespy dir., Bruxelles, Université libre de Bruxelles.
—— 2017b, « Les métaphores de l'austérité. Abolition et préservation de l'autonomie du champ politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne », *Mots. Les langages du politique*, n° 115, p. 21-36.
Bourdieu Pierre, 2012, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil (Points).
Castoriadis Cornelius, 1975, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.
Charaudeau Patrick et Maingueneau Dominique, 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil.
Crouch Colin et Streeck Wolfgang, 1996, « Introduction : L'avenir du capitalisme diversifié », dans C. Crouch et W. Streeck éd., *Les capitalismes en Europe*, Paris, La Découverte.

Foucault Michel, 2004, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Gallimard.
Gayon Vincent et Lemoine Benjamin, 2014, «Maintenir l'ordre économique. Politiques de désencastrement et de réencastrement de l'économie», *Politix*, n° 105, p. 7-35.
Gobin Corinne et Deroubaix Jean-Claude, 2010, «L'analyse du discours des organisations internationales. Un vaste champ encore peu exploré», *Mots. Les langages du politique*, n° 94, p. 107-114.
Guilbert Thierry, 2011, *L'«évidence» du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*, Paris, Éditions du Croquant.
—— 2007, *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*, Paris, L'Harmattan.
Gulde Anne-Marie, 1999, «The role of the currency board in Bulgaria's stabilization», *Finance & Development* [en ligne], vol. 36, n° 3, https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/1999/09/gulde.htm (consulté le 21 février 2025).
Hay Colin, 2007, *Why We Hate Politics*, Cambridge, Polity Press.
Kentikelenis Alexander E., Stubbs Thomas H. et King Lawrence P., 2016, «IMF conditionality and development policy space, 1985-2014», *Review of International Political Economy*, vol. 23, n° 4, p. 543-582.
Krieg-Planque Alice, 2012, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin.
Laclau Ernesto, 2005, *On Populist Reason*, Londres, Verso.
Lebaron Frédéric, 2000, *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil.
Lebart Ludovic et Salem André, 1994, *Statistique textuelle*, Paris, Dunod.
Lemoine Benjamin et Théret Bruno, 2017, «Les assemblages de l'État de finance. Hiérarchisations des dettes publiques et réversibilité des politiques monétaires et financières en France», *Sociétés politiques comparées*, n° 41, p. 1-32.
Louis Marieke et Maertens Lucile, 2021, *Why International Organizations Hate Politics. Depoliticizing the World*, New York, Routledge.
Lucbert Sandra, 2021, *Le ministère des contes publics*, Lagrasse, Éditions Verdier.
Maingueneau Dominique, 2002, «Les rapports des organisations internationales : un discours constituant?», dans G. Rist éd., *Les mots du pouvoir : sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, Presses universitaires de France, p. 119-132.
Park Susan et Vetterlein Antje, 2010, *Owning Development. Creating Policy Norms in the IMF and the World Bank*, Cambridge, Cambridge University Press.
Peck Jamie et Tickell Adam, 2002, «Neoliberalizing space», *Antipode*, vol. 34, n° 3, p. 380-404.
Polanyi Karl, 1944, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
Rancière Jacques, 2005, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.
Rioufreyt Thibaut, 2017, «Ce que parler politique veut dire. Théories de la (dé)politisation et analyse du discours politique», *Mots. Les langages du politique*, n° 115, p. 127-144.